CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.805/2/V
du 18 août 2015

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre de base des services de police'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.805/2/V
van 18 augustus 2015

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de basisopleiding van de personeelsleden van het basiskader van de politiediensten'

Le 3 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 19 août 2015, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre de base des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 18 août 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX, conseiller d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAYEBECK, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 août 2015.

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 3 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege (*) verlengd tot 19 augustus 2015, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de basisopleiding van de personeelsleden van het basiskader van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 18 augustus 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX, staatsraad, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAYEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 augustus 2015.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Selon l'article 142*sexies* de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', la formation de base est clôturée par un « examen final » et les aspirants qui réussissent cet examen et qui sont considérés comme aptes par le jury obtiennent un diplôme délivré par l'école de police concernée.

L'article 1er, 4°, du projet, qui tend à définir les notions utilisées par les autres dispositions du projet, définit notamment l'« épreuve intégrée » comme étant « l'examen final qui intervient à l'issue de la formation de base et qui évalue l'adéquation au profil de compétence exigé en fin de formation de base ».

Il ressort toutefois de plusieurs dispositions du projet que la réussite de cette « épreuve intégrée » n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante pour la réussite de la formation, ce qui se concilie difficilement avec la disposition légale qui vient d'être rappelée.

En effet, d'une part, selon l'article 30 du projet, « afin de réussir la formation de base, l'aspirant inspecteur doit réussir le bloc 1, le bloc 2, en ce compris les clusters transversaux, tous les éléments de l'épreuve intégrée et ne pas avoir obtenu de mention 'insuffisant' lors de l'évaluation finale de son fonctionnement professionnel ». D'autre part, il résulte de l'article 33 du projet que le seuil de réussite des « clusters » et de « tous les éléments de l'épreuve intégrée » est fixée à « 12/20 » mais, que pour l'aspirant inspecteur qui a obtenu une note inférieure à 12/20 mais supérieure à 10/20 pour des clusters ou des éléments de l'épreuve intégrée, « le jury peut éventuellement proposer, si aucun manquement n'a été constaté dans le fonctionnement professionnel de l'aspirant inspecteur, que ce dernier a quand même réussi le bloc 2 ».

Cette « épreuve intégrée » est donc tantôt considérée comme « l'examen final » qui, conformément à la loi, est censée sanctionner la réussite de la formation, tantôt comme une des épreuves, qui, à côté du « bloc 1 », du « bloc 2 », des clusters transversaux et de l'évaluation du fonctionnement professionnel, doit être réussie pour que la formation de base soit considérée comme réussie, tantôt comme un élément du « bloc 2 » qui peut être considéré comme réussi même si tous les éléments de cette épreuve intégrée n'ont pas été réussis.

L'auteur du projet est invité à mieux caractériser et à mieux articuler les différents éléments d'évaluation qu'il entend prévoir à l'issue de la formation de base et qui constitueront « l'examen final » au sens de l'article 142*sexies* de la loi.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'article 142*bis* de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégrée, structuré à deux niveaux' visé à l'alinéa 1er, ne procure pas de fondement légal au projet. Il n'y a donc lieu de ne mentionner que l'article 121 de la même loi.

2. Il y a lieu d'insérer dans un nouvel alinéa 4 l'arrêté royal du 6 avril 2008 'relatif aux standards de qualité, aux normes pédagogiques et d'encadrement des écoles de police et au collège des directeurs des écoles de police et modifiant l'arrêté royal du 28 février 2002 relatif à la mise à disposition de formateurs de la police fédérale au sein des écoles de police agréées et aux modalités d'octroi d'une intervention financière pour l'organisation d'épreuves de sélection et de formations professionnelles par les écoles de police agréées', que le projet entend modifier.

DISPOSITIF

Article 15

Il résulte de l'article 15 que la partie de la formation qui consiste à l'application dans une situation de travail des compétences développées à l'école de police, que le projet qualifie d'« apprentissage en alternance », pourrait être effectuée par l'aspirant inspecteur de police non seulement au sein d'un service de police mais également auprès d'une « organisation externe ».

Or, il ressort des articles 142*bis* et 142*quinquies* de la loi du 7 décembre 1998 que la formation de base du cadre de base, en ce compris les activités éducatives à caractère pratique, est dispensée par les écoles de police, instituées par le Gouvernement fédéral ou agréées par le Roi. Ce faisant, le législateur n'a pu écarter que ces formations pratiques se déroulent au sein des services de police mais il n'a pas envisagé qu'elles aient lieu au sein d'« organisations externes ».

Même si l'apprentissage en alternance est effectué sous la responsabilité des écoles de police, il n'est pas admissible, à défaut d'habilitation légale, que la partie de la formation des aspirants inspecteurs de police qui est dispensée en dehors des écoles de police ne soit pas effectuée au sein des services de police.

Article 18

Tel qu'il est rédigé, l'article 18 est difficilement compréhensible.

Il précise que l'évaluation finale du fonctionnement professionnel est basée sur un entretien d'évaluation, lequel débouche sur un rapport qui contient, d'une part, une évaluation finale pour deux domaines, les qualités professionnelles et les attitudes, et, d'autre part, l'évaluation finale « motivée pour le fonctionnement professionnel ».

À la lecture de l'annexe 4 du projet d'arrêté ministériel 'portant le règlement des études et des examens relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre de base des services de police' sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 57.806/2/V, et comme l'a confirmé la déléguée du ministre, il semble que l'intention soit de prévoir une évaluation finale du fonctionnement professionnel qui n'est pas indépendante de l'évaluation des qualités professionnelles [1] et des attitudes, mais, au contraire, qui repose sur l'évaluation de ces deux domaines. L'article 18 doit être revu pour mieux traduire cette intention.

La section de législation relève en outre, qu'au paragraphe 2, alinéa 1er, il est prévu d'habiliter le ministre à fixer la fiche d'évaluation des seules attitudes, alors que l'annexe 4 du projet d'arrêté ministériel concerne tant l'évaluation des attitudes que celle des capacités professionnelles et celle, finale et motivée, du fonctionnement professionnel.

L'habilitation sera revue en conséquence.

Article 20

Mieux vaut éviter de définir ou expliquer une notion en utilisant, dans la définition ou l'explication, cette notion même. Ainsi, plutôt que d'indiquer que chaque cluster se clôture par un examen, lequel consiste « en une ou plusieurs parties d'examen », mieux vaut indiquer qu'un examen comprend une ou plusieurs parties. L'article 20 sera revu en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 25.

Articles 31, 32, 33, 34 et 37

Ces dispositions prévoient différentes hypothèses dans lesquelles des propositions – ou avis – d'échec sont formulés, soit par le directeur de l'école, soit par le jury, à « l'autorité visée à l'article IV.II.44 PJPol ».

Dans son avis 32.260/2 donné le 26 septembre 2001 sur le projet devenu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 'relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires', la section de législation avait observé ce qui suit :

> « L'article 56 prévoit que le jury donne un 'avis motivé concernant les possibilités visées à l'article IV.II.44 PJPol'. Les articles 51 et 53 prévoient que le jury examine l'aptitude des aspirants 'sans préjudice de l'article IV.II.44 PJPol'.
>
> L'article en question prévoit que le ministre ou le directeur général qu'il désigne décide de la réussite ou de l'échec dans la formation de base. Quant à l'article IV.II.45 du même arrêté, il prévoit l'homologation par le ministre ou le directeur du service qu'il désigne des brevets et diplômes délivrés par les écoles de police agréées dans les trois mois après leur remise.

[1] Bien que l'annexe en question mentionne non pas les « qualités » professionnelles, mais les « capacités » professionnelles.

Ces deux dispositions sont toutefois caduques, l'article 142*sexies*, alinéa 1er, de la loi du 7 décembre 1998 précitée, inséré par la loi du 31 mai 2001 dispose :

'Art. 142*sexies*. La formation de base est clôturée par un examen final. Les aspirants qui réussissent cet examen et sont considérés comme aptes par le jury obtiennent un diplôme délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur'.

L'arrêté en projet ne peut donc prévoir que la compétence du jury se limite à donner un avis motivé au ministre ou au directeur général, lequel déciderait de la réussite ou non de l'examen.

Il ressort, en effet, de la disposition légale qui vient d'être rappelée que la réussite et l'aptitude de l'aspirant sont appréciées par le jury; le pouvoir du Ministre de l'Intérieur – pouvoir qu'il n'est pas autorisé à subdéléguer – se limitant à l'homologation du diplôme délivré par l'école de police ».

La même observation vaut en l'espèce.

Article 33

Sans préjudice de l'observation générale, l'article 33 est en défaut de prévoir quel est le sort réservé à l'aspirant inspecteur de police qui n'aurait pas obtenu une note de 12/20 pour chaque cluster, pour chaque élément de l'épreuve intégrée et pour chaque compétence du cluster « gestion de la violence et du stress », qui n'aurait obtenu aucune note inférieure à 10/20, et pour lequel le jury ne proposerait pas qu'il ait « quand même réussi le bloc 2 ». La question se pose en effet notamment de savoir si le jury peut également proposer l'échec de cet aspirant ou le recommencement d'une partie ou de la totalité de la formation de base, comme prévu par l'alinéa 3, 2°, pour l'aspirant inspecteur qui a obtenu des notes inférieures à 10/20.

Il semble par ailleurs qu'à l'alinéa 3, 2°, pour envisager toutes les hypothèses possibles, il faille écrire « si l'aspirant inspecteur a obtenu une ou plusieurs notes inférieures à 10/20 pour certains clusters, pour certains éléments, … ».

Articles 38 et 41

L'article 38 vise à déterminer certaines des modalités qui doivent être fixées par le ministre dans le règlement des études et des examens. L'article 41 vise à modifier l'article IV.II.42 de l'arrêté PJPol, dont l'objet est de préciser le contenu minimal de ce règlement. Ces deux dispositions doivent donc être lues conjointement pour connaître le contenu du règlement. Il y a lieu dès lors de mieux en assurer la concordance. La section de législation n'aperçoit pas en effet, à la lecture de l'article 38, si les éléments qu'il prévoit sont complémentaires à ceux fixés par l'article IV.II.42 ou s'il s'agit de précisions relatives à certains éléments déjà prévus dans cette disposition.

Les articles 38 et 41 du projet seront revus en conséquence.

Article 41

Compte tenu du fait que l'article IV.II.42 ne comporte qu'un alinéa et que ce n'est pas l'ensemble de cet alinéa qui est remplacé par l'article 41, 1°, du projet, il y a lieu de rédiger la phrase liminaire de cette disposition comme suit :

« 1° les mots 'sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre fixe un règlement général des études ou, pour la formation de base du cadre de base, un règlement des études et des examens. Ces règlements, applicables aux écoles de polices agréées ainsi qu'à celles visées aux articles IV.II.27 à IV.II.29 y compris, fixent de manière uniforme entre autres :' sont remplacés par les mots '(la suite comme au projet)' ».

Article 48

L'article 10*bis* en projet de l'arrêté royal du 6 avril 2008 'relatif aux standards de qualité, aux normes pédagogiques et d'encadrement des écoles de police et au collège des directeurs des écoles de police et modifiant l'arrêté royal du 28 février 2002 relatif à la mise à la disposition de formateurs de la police fédérale au sein des écoles de police agréées et aux modalités d'octroi d'une intervention financière pour l'organisation d'épreuves de sélection et de formations professionnelles par les écoles de police agréées' tend à créer au sein de l'Inspection générale une commission qui exercerait un contrôle sur la qualité de la formation. Cette commission, dont la composition serait déterminée par le ministre, comprendrait en tout cas des représentants des organisations syndicales.

Interrogée sur le fondement juridique de cette disposition, la déléguée du ministre a précisé qu'il s'agissait de l'article 5, alinéa 5, de la loi du 15 mai 2007 'sur l'Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police', selon lequel :

> « L'Inspection générale exerce ses compétences en matière d'évaluation du personnel et de formation ».

Cette disposition n'habilite toutefois pas le Roi à créer une commission telle que celle qui est prévue dans l'article 10*bis* en projet.

L'article 48 du projet sera donc omis.

Articles 49 et 50

Comme l'a précisé la déléguée du ministre, l'intention n'est pas de prévoir une entrée en vigueur rétroactive mais de s'assurer que l'arrêté en projet s'appliquera aux seules formations qui seront organisées dans le futur (à partir du 1er octobre 2015) et sans prévoir de dispositif transitoire pour les aspirants qui auraient échoué lors d'une formation précédente.

Il est dès lors proposé d'omettre l'article 50 et de rédiger l'article 49 comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 2015. Les formations en cours à cette date restent toutefois régies par la réglementation en vigueur le 30 septembre 2015 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

Naar luid van artikel 142*sexies* van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus', wordt de basisopleiding afgesloten met een "eindexamen" en behalen de aspiranten die slagen voor dat eindexamen en door de jury geschikt worden bevonden een diploma, uitgereikt door de betrokken politieschool.

In artikel 1, 4°, van het ontwerp dat strekt tot het definiëren van de begrippen die worden gebruikt in de andere bepalingen van het ontwerp, wordt inzonderheid het begrip "geïntegreerde proef" omschreven als het "eindexamen dat op het einde van de basisopleiding plaatsvindt en dat de overeenstemming met het competentieprofiel dat op het einde van de basisopleiding wordt verwacht, evalueert".

Uit verschillende bepalingen van het ontwerp blijkt evenwel dat het slagen voor die "geïntegreerde proef" geen noodzakelijke of voldoende voorwaarde is voor het slagen voor de opleiding, hetgeen moeilijk verenigbaar is met de wettelijke bepaling die zo-even in herinnering is gebracht.

Enerzijds moet de aspirant-inspecteur luidens artikel 30 van het ontwerp immers "om te slagen voor de basisopleiding […] geslaagd zijn voor blok 1, blok 2 met inbegrip van de transversale clusters, voor alle onderdelen van de geïntegreerde proef en geen vermelding 'onvoldoende' hebben bij de eindevaluatie van zijn professioneel functioneren". Anderzijds volgt uit artikel 33 van het ontwerp dat de slaagdrempel van de "clusters" en van "alle onderdelen van de geïntegreerde proef" is vastgesteld op "12/20", maar dat voor de aspirant-inspecteur die een cijfer heeft behaald dat lager ligt dan 12/20, maar hoger dan 10/20 voor clusters of onderdelen van de geïntegreerde proef, "de jury eventueel, indien er geen tekortkomingen zijn in het professioneel functioneren van de aspirant-inspecteur, [kan voorstellen] dat de aspirant-inspecteur toch geslaagd is voor blok 2".

Die "geïntegreerde proef" wordt dus nu eens beschouwd als "eindexamen" dat, overeenkomstig de wet, het slagen voor de opleiding moet bekronen, dan weer als één van de examengedeelten, naast "blok 1", "blok 2", de transversale clusters en de eindevaluatie van het professioneel functioneren, waarvoor men moet zijn geslaagd opdat ervan uit kan worden gegaan dat de basisopleiding met succes beëindigd is of nog als een onderdeel van "blok 2" waarvoor man kan geslaagd zijn, zelfs als men niet voor alle onderdelen van die geïntegreerde proef geslaagd is.

De steller van het ontwerp wordt verzocht de verschillende onderdelen van de evaluatie waarin hij op het einde van de basisopleiding wil voorzien en die het "eindexamen" vormen in de zin van artikel 142*sexies* van de wet, beter te omschrijven en beter op elkaar af te stemmen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Artikel 142*bis* van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus', waarnaar wordt verwezen in het eerste lid, biedt geen rechtsgrond voor het ontwerp. Bijgevolg dient alleen artikel 121 van dezelfde wet te worden vermeld.

2. Er dient een nieuw vierde lid te worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 6 april 2008 'betreffende de kwaliteitsstandaarden, de pedagogische- en omkaderingsnormen van de politiescholen en het college van de directeurs van de politiescholen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 2002 betreffende de terbeschikkingstelling van opleiders van de federale politie in de erkende politiescholen en betreffende de nadere regels voor de toekenning van een financiële tussenkomst voor de organisatie van selectieproeven en van beroepsopleidingen door de erkende politiescholen', tot wijziging waarvan het ontwerp strekt.

DISPOSITIEF

Artikel 15

Uit artikel 15 blijkt dat de aspirant-politie-inspecteur het onderdeel van de opleiding dat erin bestaat de in de politieschool aangeleerde competenties toe te passen in een werksituatie, hetgeen in het ontwerp "werkplekleren" wordt genoemd, niet alleen bij een politiedienst, maar eveneens bij een "externe organisatie" zou kunnen volgen.

Uit de artikelen 142*bis* en 142*quinquies* van de wet van 7 december 1998 blijkt evenwel dat de basisopleiding van het basiskader, met inbegrip van de praktische opleidingsactiviteiten, wordt verstrekt door de politiescholen, opgericht door de Federale Regering of erkend door de Koning. Op die manier heeft de wetgever niet kunnen uitsluiten dat die praktische opleidingen plaatsvinden bij de politiediensten, maar hij had niet het voornemen ze te laten plaatsvinden bij "externe organisaties".

Zelfs als het werkplekleren plaatsvindt onder de verantwoordelijkheid van de politiescholen is het, bij ontstentenis van een wettelijke machtiging, niet aanvaardbaar dat het onderdeel van de opleiding van de aspirant-politie-inspecteurs dat wordt verstrekt buiten de politiescholen, niet bij de politiediensten wordt gevolgd.

Artikel 18

Zoals artikel 18 is gesteld, is het moeilijk te bevatten.

Er wordt in bepaald dat de eindevaluatie van het professioneel functioneren gebaseerd is op een evaluatiegesprek, wat resulteert in een verslag dat enerzijds een eindevaluatie voor twee domeinen bevat, "de professionele bekwaamheden" en "de attitudes", en anderzijds de "gemotiveerde eindevaluatie voor het professioneel functioneren".

Uit bijlage 4 bij het ontwerp van ministerieel besluit 'houdende het onderwijs- en examenreglement betreffende de basisopleiding van de personeelsleden van het basiskader van de politiediensten' waarover de afdeling Wetgeving heden advies 57.806/2/V heeft gegeven, en zoals de gemachtigde van de Minister heeft bevestigd, blijkt dat het de bedoeling is te voorzien in een eindevaluatie van het professioneel functioneren die niet losstaat van de evaluatie van de professionele bekwaamheden[1] en van de attitudes maar, integendeel, berust op de evaluatie van die twee domeinen. Artikel 18 moet worden herzien teneinde die bedoeling beter weer te geven.

De afdeling Wetgeving doet bovendien opmerken dat in paragraaf 2, eerste lid, de minister wordt gemachtigd de evaluatiefiche met betrekking tot uitsluitend de attitudes te bepalen, terwijl bijlage 4 bij het ontwerp van ministerieel besluit zowel de evaluatie van de attitudes als van de professionele bekwaamheden betreft, alsook de gemotiveerde eindevaluatie van het professioneel functioneren.

De machtiging moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 20

Het verdient aanbeveling te vermijden een begrip te definiëren of uit te leggen door in de definitie of in de uitleg dat begrip zelf te gebruiken. Zo is het beter om in plaats van aan te geven dat elke cluster wordt afgesloten met een examen, dat bestaat "uit een of meerdere examenonderdelen", te bepalen dat een examen bestaat uit meerdere onderdelen. Artikel 20 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25.

De artikelen 31, 32, 33, 34 en 37

Die bepalingen voorzien in verschillende gevallen waarin voorstellen – of adviezen – tot afwijzing hetzij door de schooldirecteur, hetzij door de jury, ter kennis worden gebracht van "de in artikel IV.II.44 RPPol bedoelde overheid".

In haar advies 32.260/2, gegeven op 26 september 2001 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 november 2001 'betreffende de basisopleidingen van

[1] In de Franse tekst van de bijlage in kwestie wordt gewag gemaakt van "capacités professionelles" en in die van het ontwerp van "qualités professionelles".

de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsbepalingen', heeft de afdeling Wetgeving opgemerkt wat volgt:

> "Artikel 56 bepaalt dat de jury 'een gemotiveerd advies met betrekking tot de in artikel IV.II.44 RPPol bedoelde mogelijkheden' verstrekt. De artikelen 51 en 53 bepalen dat de jury onderzoekt of de aspiranten 'onverminderd artikel IV.II.44 RPPol' geschikt zijn'.
>
> Het artikel in kwestie bepaalt dat de minister of de door hem aangewezen directeur-generaal beslist of de aspirant geslaagd dan wel gezakt is voor de basisopleiding. Artikel IV.II.45 van hetzelfde besluit bepaalt dat de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst de brevetten en diploma's die door de erkende politiescholen worden uitgereikt, binnen drie maanden na uitreiking ervan homologeert.
>
> Die twee bepalingen zijn echter onwerkzaam geworden, aangezien artikel 142sexies, eerste lid, van de voormelde wet van 7 december 1998, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2001, bepaalt :
>
> 'Art. 142*sexies*. De basisopleiding wordt afgesloten met een eindexamen. De aspiranten die slagen voor dit eindexamen en geschikt worden bevonden door de jury behalen een diploma, uitgereikt door de betrokken politieschool en gehomologeerd door de Minister van Binnenlandse Zaken.'
>
> In het ontworpen besluit mag dus niet worden bepaald dat de bevoegdheid van de jury beperkt is tot het geven van een gemotiveerd advies aan de minister of aan de directeur-generaal die beslist of de aspirant al dan niet geslaagd is voor het examen.
>
> Uit de zojuist aangehaalde wetsbepaling blijkt immers dat de jury oordeelt of de aspirant geslaagd en geschikt is. De bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Zaken - een bevoegdheid die hij niet aan een ander mag overdragen - beperkt zich tot het homologeren van het diploma dat door de politieschool wordt uitgereikt".

In casu geldt dezelfde opmerking.

Artikel 33

Onverminderd de algemene opmerking bepaalt artikel 33 niet wat er moet gebeuren met de aspirant-politie-inspecteur die geen cijfer van 12/20 zou hebben behaald voor elke cluster, voor elk onderdeel van de geïntegreerde proef en voor elke competentie van de cluster "geweld- en stressbeheer", die geen enkel cijfer lager dan 10/20 zou hebben behaald en voor wie de jury niet zou voorstellen dat hij "toch geslaagd is voor blok 2". De vraag rijst immers of de jury eveneens kan voorstellen dat die aspirant wordt afgewezen of dat hij een deel of geheel de basisopleiding over doet, zoals wordt bepaald in het derde lid, 2°, voor de aspirant-inspecteur die cijfers lager dan 10/20 heeft behaald.

Teneinde alle mogelijke gevallen in aanmerking te nemen, lijkt in het derde lid 3, 2°, te moeten worden geschreven "indien de aspirant-inspecteur een of meer clustercijfers voor bepaalde onderdelen van de geïntegreerde proef …" .

Artikelen 38 en 41

Artikel 38 strekt tot het bepalen van sommige nadere regels die door de minister dienen te worden vastgesteld in het onderwijs- en examenreglement. Artikel 41 strekt tot de wijziging van artikel IV.II.42 van het RPPol-besluit, dat de minimuminhoud van dat reglement bepaalt. Die twee bepalingen dienen dus in samenhang met elkaar te worden gelezen om de inhoud van het reglement te kennen. Er dient derhalve voor te worden gezorgd dat ze beter met elkaar overeenstemmen. Het is de afdeling Wetgeving bij de lezing van artikel 38 immers niet duidelijk of de elementen die daarin zijn vervat complementair zijn ten opzichte van die welke zijn bepaald in artikel IV.II.42, dan wel of het gaat om verduidelijkingen in verband met bepaalde elementen die al zijn opgenomen in die bepaling.

De artikelen 38 en 41 van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 41

Gelet op het feit dat artikel IV.II.42 slechts één lid bevat en dat niet heel dat lid wordt vervangen bij artikel 41, 1°, van het ontwerp, dient de inleidende zin van die bepaling te worden gesteld als volgt:

"1° de woorden 'De minister bepaalt, onverminderd artikel 98 van de wet, een algemeen studiereglement. Dit reglement, toepasselijk op de erkende en de in de artikelen IV.II.27 tot en met IV.II.29 bedoelde politiescholen, bepaalt onder meer op uniforme wijze:' worden vervangen door de woorden '(voorts zoals in het ontwerp)'".

Artikel 48

Het ontworpen artikel 10*bis* van het koninklijk besluit van 6 april 2008 'betreffende de kwaliteitsstandaarden, de pedagogische- en omkaderingsnormen van de politiescholen en het college van de directeurs van de politiescholen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 2002 betreffende de terbeschikkingstelling van opleiders van de federale politie in de erkende politiescholen en betreffende de nadere regels voor de toekenning van een financiële tussenkomst voor de organisatie van selectieproeven en van beroepsopleidingen door de erkende politiescholen' strekt tot de oprichting bij de Algemene Inspectie van een commissie die een controle zou uitoefenen op de kwaliteit van de opleiding. In die commissie, waarvan de samenstelling door de minister zou worden bepaald, zouden in ieder geval vertegenwoordigers van de vakorganisaties zijn opgenomen.

Op de vraag naar de rechtsgrond van die bepaling heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat het gaat om artikel 5, vijfde lid 5, van de wet van 15 mei 2007 'op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten', dat als volgt luidt:

"De Algemene Inspectie oefent haar bevoegdheden uit betreffende de evaluatie en de opleiding van het personeel".

Die bepaling machtigt de Koning evenwel niet om een commissie op te richten zoals die bedoeld in het ontworpen artikel 10*bis*.

Artikel 48 van het ontwerp dient derhalve te vervallen.

Artikelen 49 en 50

Zoals de gemachtigde van de minister heeft aangegeven, is het niet de bedoeling dat het ontworpen besluit met terugwerkende kracht in werking treedt, maar wel dat het enkel van toepassing is op de opleidingen die in de toekomst (vanaf 1 oktober 2015) worden georganiseerd, zonder dat in een overgangsmaatregel wordt voorzien voor de aspiranten die afgewezen zijn tijdens een vorige opleiding.

Er wordt derhalve voorgesteld artikel 50 weg te laten en artikel 49 te redigeren als volgt:

"Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2015. De regelgeving die op 30 september 2015 van toepassing was blijft evenwel gelden voor de op die datum lopende opleidingen."

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY